



6ÈME ÉDITION

FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET EN RDC

FGI RDC 2026

Thème

**« LA RDC FACE AUX
ENJEUX CRUCIAUX DE L'ÉVOLUTION
TECHNOLOGIQUE DANS LE MONDE :
SOMMES-NOUS EN PHASE ? »**



**Auditorium Business Center
Silikin Village – Kinshasa RDC**



**22 AVRIL
2026**

**6e édition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en République
Démocratique du Congo - FGI RDC 2026**

RAPPORT NARRATIF

**Thème principal : « La RDC face aux enjeux cruciaux de l'évolution
technologique dans le monde : sommes-nous en phase ? »**

Mercredi 22 Avril 2026

Auditorium Business Center - Silikin Village, Kinshasa RDC

CONTENU

| | |
|---|-----------|
| CONTENU | 2 |
| ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS | 3 |
| INTRODUCTION | 4 |
| A PROPOS DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET | 5 |
| DÉROULEMENT DU FORUM | 8 |
| Cérémonie d'Ouverture..... | 8 |
| KEYNOTE : « La RDC face aux enjeux cruciaux de l'évolution technologique dans le monde : sommes-nous en phase ? »..... | 9 |
| Présentation 1: « Les réseaux communautaires, une alternative à la connectivité des zones rurales en RDC ? »..... | 9 |
| PANEL 1 : Connecter le dernier kilomètre en RDC : un regard sur les défis et opportunités..... | 10 |
| PANEL 2 : Les défis du numérique congolais : Dans quel état ? Comment nous en sortir ?..... | 12 |
| Présentation 2: « Le développement des violences numériques en RDC : que dit la loi ? »..... | 14 |
| PANEL 3 : Assainissement de l'espace numérique en RDC : Le rôle du gouvernement, des plateformes et celui des citoyens pour endiguer les fake news, discours de haine et de manipulation..... | 14 |
| Mot de Clôture..... | 17 |
| QUELQUES STATISTIQUES | 18 |
| PARTENAIRES | 21 |
| MAG - FGI RDC | 22 |
| RESSOURCES | 23 |

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

1. **ARPTC:** Autorité de Régulation de Poste et de Télécommunication - RDC
2. **CdSIG:** École sur la Gouvernance de l'Internet en RDC
3. **FDSU:** Fonds de Développement du Service Universel
4. **FGI:** Forum sur la Gouvernance de l'Internet
5. **IA:** Intelligence Artificielle
6. **IGF:** Internet Governance Forum (FGI en anglais)
7. **ISOC:** Internet Society
8. **MAG:** Multi-stakeholder Advisory Group
9. **NTIC:** Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
10. **OCPT:** Office Congolaise des Postes et Télécommunications
11. **ONG:** Organisations Non-Gouvernementales
12. **PTN:** Postes, Télécommunications et Numérique
13. **PTNTIC:** Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
14. **RDC:** République démocratique du Congo
15. **RTNC:** Radio-Télévision Nationale Congolaise
16. **SMSI:** Sommet Mondial sur la Société de l'Information
17. **Télécom:** Télécommunication
18. **TIC:** Technologies de l'Information et de la Communication.
19. **UN:** United Nations (Nations Unies, en anglais)
20. **UDECOM:** Union pour la défense des droits des consommateurs au Congo

INTRODUCTION

La 6e édition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en République Démocratique du Congo s'est tenue le **mercredi 22 avril 2026**, à l'Auditorium Business Center - Silikin Village, à Kinshasa. Ce rendez-vous national a réuni plus de 100 acteurs du numérique en présentiel et en ligne, issus du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, de la communauté technique et universitaire. Cette année, les travaux se sont articulés autour d'une interrogation centrale et pressante : « **La RDC face aux enjeux cruciaux de l'évolution technologique dans le monde : sommes-nous en phase ?** ». Alors que les technologies de l'information et de la communication (TIC) redéfinissent les structures économiques mondiales, la RDC se trouve à la croisée des chemins, confrontée à un fossé numérique qui menace d'isoler une partie de sa population du progrès global.

La session a réuni un écosystème diversifié comprenant des délégués du secteur public, des leaders du privé, des activistes de la société civile, ainsi que des experts techniques et académiques. L'objectif était double : dresser un état des lieux sans complaisance des capacités technologiques actuelles du pays et formuler des solutions concrètes pour un accès universel, abordable et sécurisé. Dans une atmosphère de co-construction, les participants ont exploré les pistes pour renforcer les compétences numériques et bâtir un environnement numérique véritablement inclusif.

A PROPOS DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET

L'historique du FGI

Le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) est un forum multipartite pour le dialogue politique sur les questions de gouvernance de l'Internet. Il rassemble toutes les parties prenantes au débat sur la gouvernance de l'Internet. Ces parties prenantes sont les membres du gouvernement, le secteur privé ou la société civile, y compris la communauté technique et universitaire. Les discussions placent toutes les parties prenantes au même pied d'égalité dans un processus ouvert et inclusif. Cette plate-forme, le FGI, a été instituée lors de la deuxième phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI), tel que dit au paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis en 2005. La création du FGI a été officiellement annoncée par le Secrétaire Général des Nations Unies en juillet 2006. Elle a été convoquée pour la première fois en Octobre-Novembre 2006 et tient depuis une réunion annuelle.

Le FGI au niveau global s'est successivement tenu en Grèce(2006), au Brésil (2007), en Inde (2008), en Égypte (2009), en Lituanie (2010), au Kenya (2011), en Azerbaïdjan (2012), en Indonésie (2013), en Turquie (2014), au Brésil (2015), au Mexique (2016), en Suisse (2017), en France (2018), en Allemagne (2019), Pologne (2020, en virtuel), ensuite en Pologne (2021), Éthiopie (2022), Japon (2023), Arabie Saoudite (2024), Norvège 2025 et l'édition 2026 est prévue à Nairobi au Kenya, fin 2026.

Les parties prenantes ont été encouragées à organiser les FGI au niveau local, avant de se retrouver pour le Forum global, pour avoir l'opportunité d'échanger sur les questions locales. Ces différents niveaux sont, entre autres, et pour le cas de l'Afrique:

- Au niveau régional, Le Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Afrique, FGI Afrique. [Lire plus au: www.igf.africa]
- Au niveau sous-régional, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet pour l'Afrique de l'Ouest, pour l'Afrique du Nord, pour l'Afrique de l'Est, pour l'Afrique Australe et pour l'Afrique Centrale (la RDC fait partie de ces trois dernières sous-régions).

Plus de détails sur le Forum au niveau global : <https://www.intgovforum.org/en>.

Du FGI en République Démocratique du Congo

L'organisation d'un tel Forum en République Démocratique du Congo offre, aux différents acteurs, un espace d'échange et de discussion afin de lui doter des infrastructures technologiques et d'instruments juridiques pouvant lui permettre de négocier les mutations provoquées par l'Internet au niveau national, régional, continental et mondial.

En 2016, le Vice-Premier Ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC), avait pris acte de la mise en place du Forum National sur la Gouvernance de l'Internet, FGI RDC en sigle, par sa lettre N° CAB/VPM/PTNTIC/TLL/BAF/mnb/0310/2016 du 27 février 2016 et de la constitution de son Secrétariat Exécutif. Cela a permis l'organisation de:

- La **première édition** du FGI RDC qui s'est tenue à **Kinshasa du 12 au 13 Décembre 2017**.
- La **deuxième édition** s'est tenue à **Goma, du 16 au 17 Août 2019**.
- La **troisième édition** s'est tenue à **Kinshasa le 30 Juin 2022**, précédée par la première édition de l'École sur la Gouvernance de l'Internet en RDC (CdSIG 2022).
- La **quatrième édition** s'est tenue à **Kinshasa le 7 Juin 2024**, précédée par la deuxième édition de l'École sur la Gouvernance de l'Internet en RDC (CdSIG 2024).
- La **cinquième édition** s'est tenue à **Kinshasa le 3 Avril 2025**, précédée par la troisième édition de l'École sur la Gouvernance de l'Internet en RDC (CdSIG 2025).

Le Secrétariat Exécutif du FGI RDC a ainsi pris la décision d'organiser la **sixième édition** du Forum national sur la gouvernance de l'Internet en RDC à Kinshasa en date **du 22 Avril 2026** sous le thème principal: « **La RDC face aux enjeux cruciaux de l'évolution technologique dans le monde : sommes-nous en phase ?** »

L'édition 2026 marque un tournant prospectif. Après avoir consolidé les acquis structurels lors des cinq premières éditions (notamment l'édition 2025 axée sur l'ouverture et la sécurité), le Forum s'attaque désormais à la question de l'alignement technologique. Dans un monde dominé par l'intelligence artificielle, la blockchain et la connectivité par satellite, la RDC ne peut plus se contenter de suivre ; elle doit s'assurer que ses infrastructures, ses lois et ses compétences sont « en phase » avec ces mutations pour garantir sa souveraineté numérique et son essor économique dans les décennies à venir.

Cette 6e édition du forum a été donc une opportunité pour les acteurs de la RDC de se réunir à Kinshasa afin de réfléchir sur le présent et le futur de l'Internet, de s'accorder sur les bonnes pratiques à observer pour s'assurer qu'Internet est accessible, au service de la population congolaise et contribue au développement intégral de la République.

DÉROULEMENT DU FORUM

Cérémonie d'Ouverture

Intervenants:

- Mr. Arsène Tungali, Coordonnateur FGI RDC
- Hon. Safari Ayonagira, Député national et vice-président de la sous-commission PTNTIC, Assemblée nationale

La cérémonie d'ouverture de la 6^e édition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC s'est ouverte sur le discours du Secrétaire Exécutif du FGI RDC, suivi par celui de l'Honorable Safari Ayobangira, Vice-président de la sous-commission PTNTIC à l'Assemblée nationale. Le message clé a porté sur la nécessité d'une volonté politique forte couplée à une collaboration technique étroite, l'Honorable soulignant que le Parlement reste engagé à légiférer pour soutenir l'innovation tout en protégeant les droits des citoyens dans ce nouvel espace virtuel.

- Extraits des différents discours:

- **Mr. Arsène TUNGALI, Secrétaire Exécutif du FGI RDC:**

« [...] On va avoir un panel qui va plutôt parler de manière générale les défis du numérique congolais, dans quel état nous sommes et est-ce que nous pouvons nous en sortir.

Donc il y a d'autres experts qui vont brosser un tout petit peu, beaucoup de questions. Des questions liées à la connectivité [...]. Des questions liées au genre, les questions liées à la vie privée, les questions liées à la cybercriminalité ou à la cybersécurité, mais également, je suppose qu'ils vont nous encourager à une très bonne utilisation des technologies numériques, afin que tout le monde se sente en sécurité et que tout le monde puisse utiliser Internet d'une manière beaucoup plus saine. Parce que ça, c'est une question très importante: l'environnement du numérique en Rdc. »

- **Hon. Ayobangira Safari , Vice-président de la sous-commission PTNTIC à l'Assemblée nationale. de la RDC:**

« C'est avec joie que nous devons accompagner ce processus, [...] en tant que Délégué de l'assemblée nationale au sein de la Commission de la sous-commission PTNTIC, car nous

avons besoin de vos avis, des uns des autres, afin que nos textes que nous construisons puissent faire en sorte que réellement notre pays, la Rdc, soit à la pointe, soit prêt, soit en phase avec les défis technologiques et cela va de pair avec les thèmes d'aujourd'hui. Est ce que nous sommes prêts est ce que la Rdc est prête face au défi.

Nous aurons à développer ce sujet à travers les différents panels et je suis sûr qu'à travers cela; ce sera une occasion pour que nous puissions réellement apporter une contribution significative dans l'émergence d'un écosystème stable et fiable et bénéfique pour toute la population congolaise, mais également pour le monde entier. A travers un apport non seulement significatif, mais un apport consistant en ce qui concerne la façon que nous voulons que l'internet puisse être développé puisse être géré puisse être gouverné.»

KEYNOTE : « La RDC face aux enjeux cruciaux de l'évolution technologique dans le monde : sommes-nous en phase ? »

- **Intervenant:** Mr. Freddy Mpinda, Conseiller Principal, Primature RDC

Monsieur Freddy Mpinda, Conseiller Principal à la Primature RDC, a ouvert les débats en soulignant que la technologie ne doit plus être vue comme un luxe, mais comme un moteur budgétaire et souverain. Il a insisté sur le fait que la RDC possède les ressources minérales nécessaires à la tech mondiale, mais qu'elle doit maintenant investir dans le "cerveau-d'œuvre" local pour transformer ses propres données et services. Sa présentation a rappelé que sans une stratégie claire de traitement local des ressources numériques, le pays risque de rester un simple consommateur dépendant des agendas étrangers.

Présentation 1: « Les réseaux communautaires, une alternative à la connectivité des zones rurales en RDC ? »

- **Intervenant:** Mr Jean Baptiste MILLOGO, Directeur, Internet Technology and Development, Internet Society (en ligne)

Monsieur Jean Baptiste Millogo, de l'Internet Society, a présenté le modèle des réseaux communautaires comme une alternative pragmatique pour combler les zones blanches de la RDC. Il a expliqué que là où les opérateurs traditionnels ne voient pas de rentabilité immédiate, les communautés peuvent s'organiser pour bâtir et gérer leurs propres

infrastructures. Son intervention a démontré que l'autonomie technologique locale est l'un des moyens les plus efficaces pour atteindre l'accès universel d'ici 2030.

PANEL 1 : *Connecter le dernier kilomètre en RDC : un regard sur les défis et opportunités*

- Description du panel

La RDC enregistre, à ce jour, un taux de pénétration de l'Internet parmi les plus bas d'Afrique, mais celui-ci est en train de s'améliorer grâce aux différents investisseurs dont les entreprises des télécoms et la volonté du pouvoir public. Ce panel s'est penché sur les défis à la connectivité, la problématique de la qualité du service, les interruptions de service et leur impact ainsi que les responsabilités des différentes parties prenantes impliquées dans cette question.

Modérateur : Mme Jessica Kalala, Directrice Exécutive Adjointe, Si Jeunesse Savait

Panélistes :

- Mr Serge Lumuna, Sous-directeur Infrastructures, FDSU RDC
- Mr Mike Nkongolo, Conseiller en politiques technologiques et numériques
- Mr Arsène TUNGALI, Directeur Exécutif de Rudi International
- Me Tshiyoyi Muteba Lucie, Avocate et Chargée des programmes de l'Union pour la défense des droits des consommateurs au Congo (UDECOM)
- Hon Ayobangira Safari, Député national, vice-président de la sous-commission PTNTIC

- Interventions :

Le premier panel, modéré par Madame Jessica Kalala, a plongé au cœur de la fracture numérique géographique qui frappe le territoire national. Les échanges ont d'abord porté sur le coût prohibitif du déploiement de la fibre optique et des infrastructures satellitaires dans les zones reculées, où la densité de population et le faible pouvoir d'achat découragent souvent les investissements privés massifs.

Les intervenants ont mis en avant le rôle stratégique du Fonds de Développement du Service Universel (FDSU). Il a été expliqué que ce fonds, alimenté par les contributions des opérateurs, doit impérativement être canalisé vers des projets de raccordement des écoles, des centres de santé et des administrations locales en dehors des grands centres urbains comme Kinshasa ou Lubumbashi.

Le débat a également souligné que la connectivité n'est pas seulement une question de câbles, mais aussi d'énergie. Sans une politique énergétique stable, les stations de base et les centres de données ne peuvent fonctionner de manière optimale, ce qui renchérit le coût final pour l'utilisateur. La synergie entre le ministère du Numérique et celui des Ressources Hydrauliques a été appelée de ses vœux par les panélistes.

Enfin, les experts ont insisté sur l'importance de la neutralité technologique. Pour couvrir le dernier kilomètre, la RDC doit explorer un mix technologique incluant la 4G/5G, les micro-satellites et les réseaux Wi-Fi longue portée. L'enjeu est de ne laisser aucun territoire hors-ligne, car l'absence de connexion équivaut aujourd'hui à une exclusion de la citoyenneté et du développement économique.

L'audience a manifesté son inquiétude quant à la transparence de la gestion des redevances collectées par les régulateurs, demandant des rapports clairs sur l'impact réel des projets de service universel déjà lancés. Les questions ont également porté sur la possibilité de réduire les taxes sur les terminaux (smartphones et tablettes) pour faciliter l'accès au hardware.

- Recommendations:

- Institutionnaliser un mécanisme de suivi transparent et public des investissements réalisés par le FDSU pour le raccordement des zones rurales.
- Accorder des incitations fiscales temporaires aux opérateurs qui déploient des infrastructures dans les territoires dits "zones blanches".
- Favoriser le partage d'infrastructures actives et passives entre les opérateurs pour réduire les coûts opérationnels et les tarifs finaux.
- Intégrer systématiquement un volet "électrification" dans tous les grands projets de connectivité nationale pour garantir la pérennité du signal.

PANEL 2 : *Les défis du numérique congolais : Dans quel état ? Comment nous en sortir ?*

- Description du panel

La RDC, pays continent, est sur la voie du développement technologique. De ce fait, elle fait face à plusieurs défis qui lui sont propres. Ce panel était ouvert à échanger sur les différents défis que nous connaissons dans le secteur du numérique congolais, analyser les comportements de la société congolaise sur internet (notamment, les questions de dignité, de genre, de vie privée, d'utilisation responsable de l'Internet, de cybercriminalité, etc) et en sortir des leçons qui peuvent aider à faire avancer la RDC sur la bonne voie, à l'exemple d'autres nations du monde.

Modérateur : Me. Albert Nzanzu, Avocat

Panélistes :

- Mme Nadine N. Rudahindwa, Spécialiste de la Gestion des données et des Informations.
- Mme Sarah Ngomba Ngandu, Chargée de Formation Fit Women In STEM (Rep. Dignité Lobota)
- Mr Gad Nsimba, Expert en développement numérique

- Interventions:

Ce deuxième panel, modéré avec rigueur par Me. Albert Nzanzu, a permis d'ausculter sans complaisance la santé numérique de la RDC. L'objectif n'était pas seulement de dresser un constat de carence, mais de confronter les réalités infrastructurelles aux comportements sociaux pour dégager une trajectoire de progrès. Les échanges ont d'emblée mis en exergue le paradoxe d'un pays qui dispose désormais d'un Code du Numérique robuste, mais qui peine encore à en matérialiser les bénéfices tangibles pour le citoyen moyen, faute d'une mise en œuvre opérationnelle des instances de régulation et de protection.

Mme Nadine N. Rudahindwa, Spécialiste de la Gestion des données, a insisté sur le fait que la souveraineté de la RDC repose sur sa capacité à gérer ses propres données. Elle a souligné

que l'information est devenue la ressource la plus stratégique du pays, dépassant les minerais traditionnels en termes de potentiel de gouvernance. Pour elle, la « dignité numérique » du Congolais passe par une transparence totale sur la manière dont les données personnelles sont collectées et exploitées, plaidant pour une éthique de gestion qui place l'humain au centre de l'algorithme.

En représentant l'initiative Fit Women In STEM, Mme Sarah Ngomba Ngandu a recentré le débat sur le capital humain et l'équité de genre. Elle a démontré que le retard technologique de la RDC est intimement lié à la sous-représentation des femmes dans les filières scientifiques. Son intervention a mis en lumière la nécessité de briser les stéréotypes dès l'école primaire, afin que l'innovation congolaise de demain soit portée par une intelligence collective inclusive. Elle a rappelé que « se mettre en phase » avec le monde exige une accélération massive de la formation technique des jeunes filles.

L'apport de M. Gad Nsimba a complété cette analyse par une dimension sociologique et technique. M. Nsimba a fait une distinction cruciale entre « l'État numérique » et « l'état du numérique », pointant les faiblesses persistantes de la connectivité nationale qui reste fragmentée. Il a alerté sur les dérives comportementales observées sur les réseaux sociaux. Il a souligné que la cybercriminalité et les atteintes à la vie privée ne sont pas des fatalités technologiques, mais le résultat d'un déficit d'éducation civique numérique qu'il convient de combler de toute urgence.

L'audience a interpellé les panélistes sur l'absence de mécanismes de recours clairs lorsque les droits numériques sont bafoués. Les participants ont exprimé leur frustration face à la lenteur du déploiement des infrastructures de base dans les provinces, craignant que le numérique ne devienne un facteur supplémentaire d'exclusion sociale entre Kinshasa et le reste du pays. Les questions ont également porté sur la protection des mineurs face aux contenus inappropriés et sur la responsabilité des fournisseurs d'accès dans la sécurisation des données de leurs abonnés.

- Recommendations:

- Accélérer l'installation effective de l'Autorité de Protection des Données Personnelles prévue par le Code du Numérique, afin de garantir un recours légal aux citoyens et de réguler l'exploitation des données par les entreprises.

- Lancer un plan national d'alphabétisation numérique obligatoire intégrant les concepts de cybersécurité et d'éthique dès le cycle d'enseignement secondaire pour forger une citoyenneté responsable.
- Mettre en place des incitations étatiques pour les programmes "Women in STEM", notamment par des bourses d'études et des fonds d'incubation spécifiques pour les startups technologiques dirigées par des femmes.
- Investir dans des infrastructures d'hébergement locales (Data Centers nationaux) pour réduire les coûts de latence et assurer que les données stratégiques congolaises restent sous juridiction nationale.
- Renforcer la collaboration entre la police judiciaire et les experts en technologie pour créer des unités d'intervention rapide capables de traiter les plaintes liées à la cybercriminalité de manière efficace.

Présentation 2: « Le développement des violences numériques en RDC : que dit la loi ? »

- **Intervenant:** Me Blaise Loleka, Doctorant et chercheur en droit du numérique

Maître Blaise Loleka a livré une analyse rigoureuse sur les violences numériques en RDC. Il a souligné que le harcèlement en ligne et le chantage à caractère sexuel ne sont pas des faits divers, mais des infractions pénales sévèrement punies par le nouveau Code du numérique. Son intervention a rappelé que la loi est un bouclier, mais qu'elle reste inefficace si les victimes ne connaissent pas les procédures de dénonciation ou si les plateformes ne coopèrent pas avec la justice locale.

PANEL 3 : Assainissement de l'espace numérique en RDC : Le rôle du gouvernement, des plateformes et celui des citoyens pour endiguer les fake news, discours de haine et de manipulation.

- Description du panel

La RDC est de plus en plus connectée et son utilisation des réseaux sociaux prend de l'ampleur. Seulement, cela ne vient pas qu'avec un usage positif, mais des dérapages sont notés quant au type de contenu qui peut dérouter. Cette session discutera du rôle des

différentes parties prenantes pour promouvoir un environnement sain de l'espace numérique congolais.

Modérateur : Mr. Jessé Busomoke, Chercheur en communication stratégique des organisations

Intervenants :

- Mr Carlos MUPILI KABYUMA, professeur et spécialiste en droit du numérique
- Mr Tuver Wundi, Directeur à la Radio Télévision Nationale (RTNC)
- Mme Nadine Kampire, Afia Amani Grands-Lacs (en ligne)
- Mr. Joel Alimasi, Fact checker, Eleza RDC
- Mr John Busomoke, Journaliste Expert en Gouvernance publique et gestion des entreprises
- Mme Elsie Lotendo, Activiste féministe et défenseure des droits humains

- Interventions:

Le panel final, modéré par Monsieur Jessé Busomoke, s'est attaqué au fléau de la désinformation et des discours de haine. Le Professeur Carlos Mupili a ouvert le débat en définissant la responsabilité pénale des auteurs de "Fake News", tout en avertissant que la régulation ne doit pas se transformer en censure de la parole dissidente.

Monsieur Joel Alimasi, expert en fact-checking, a démontré par des exemples concrets comment la manipulation de l'information peut déstabiliser la cohésion sociale en période de crise. Il a insisté sur le fait que les citoyens sont souvent les premiers vecteurs, par ignorance, de ces contenus toxiques, d'où la nécessité d'un sens critique aiguisé.

Madame Nadine Kampire a apporté une perspective sociologique, expliquant que l'espace numérique est le reflet des tensions sociales réelles. Pour elle, l'assainissement passe par une culture de la paix numérique qui commence dans les foyers et les écoles, bien avant que les propos ne soient publiés sur les réseaux sociaux.

Monsieur John Busomoke a conclu en rappelant la responsabilité déontologique des journalistes et des influenceurs. Dans un contexte où la course au "clic" l'emporte souvent sur

la véracité, il a appelé à une autorégulation plus stricte au sein des corporations de médias pour restaurer la confiance entre le public et l'information numérique.

L'audience s'est montrée très préoccupée par l'opacité des algorithmes des plateformes comme Facebook et TikTok, qui semblent favoriser les contenus conflictuels. Des questions ont été posées sur la capacité du gouvernement congolais à dialoguer avec ces géants de la tech pour obtenir une modération en langues locales.

- **Recommandations:**

- Intégrer des modules d'éducation aux médias et à l'information (EMI) dans le curriculum scolaire national dès le cycle primaire.
- Établir un cadre de collaboration formel entre l'État et les grandes plateformes (Big Tech) pour une modération efficace des contenus en langues nationales (Lingala, Swahili, etc.).
- Soutenir financièrement et techniquement les initiatives locales de vérification des faits (fact-checking) pour couvrir l'ensemble du territoire.
- Encourager la création d'un observatoire indépendant de l'éthique numérique composé de journalistes, de juristes et de membres de la société civile.

Présentation des Lauréats de la 4e Édition de l'École sur la Gouvernance de l'Internet en RDC (#CdSIG 2026) et remise des brevets.

Cette session a consisté en la présentation des Lauréats de la 4e Édition de l'École sur la Gouvernance de l'Internet en RDC (#CdSIG 2026). Cette édition a attiré un large éventail de professionnels, notamment des étudiants, entrepreneurs, juristes, informaticiens, journalistes et défenseurs des droits humains, tous passionnés par l'écosystème numérique et déterminés à contribuer au développement de la gouvernance de l'internet. La session en ligne, qui se déroule depuis le mois de mars, permet aux participants d'acquérir des connaissances fondamentales sur la gouvernance de l'internet à travers un apprentissage flexible, adapté à leur rythme. La phase en présentiel, qui a eu lieu le 21 avril 2026 à Kinshasa, a offert un cadre propice aux échanges avec des experts, des ateliers collaboratifs et des discussions enrichissantes. Lors de la cérémonie de clôture, les lauréats ont été appelés un à un pour recevoir leurs brevets, comme témoignage de leur engagement et de leur réussite dans le

programme, des mains des autorités présentes. Cette séquence a illustré l'importance de la formation continue des experts nationaux.

Mot de Clôture

- **Mot du Secrétaire Exécutif du FGI RDC, Mr. Arsène TUNGALI**

Lors de la clôture de la 6ème édition du forum sur la gouvernance de l'internet, Arsène Tungali a exprimé sa gratitude envers les nombreux partenaires et soutiens qui ont rendu possible la tenue de cet événement. Il a remercié particulièrement les intervenant.es et les participant.es pour leur engagement et leur présence. Il a également souligné l'importance des recommandations formulées pendant les panels. Dans ses mots, il a encouragé la participation active de la RDC au forum mondial prévu en fin d'année 2026 à Nairobi au Kenya et au FGI Afrique à Accra au Ghana , un cadre multi-acteurs essentiel pour la gouvernance numérique. Concluant par des remerciements à l'équipe organisatrice pour son travail logistique et a exprimé sa reconnaissance envers tous ceux qui ont contribué à la formation de la prochaine génération d'acteurs numériques du pays.

« Au nom de toute l'équipe, je ne suis pas le seul. Il y a toute une équipe derrière l'organisation de ce forum, je voudrais tout d'abord remercier mon collaborateur Athanase Bahizire avec qui nous sommes en ligne, qui n'a pas été là. Merci beaucoup à tous les participants à l'école sur la gouvernance de l'internet qui s'est passée d'abord en ligne et qui s'est clôturée hier par la session physique.

Merci beaucoup à tous les facilitateurs, les experts qui se sont entretenus avec nous aujourd'hui. Merci d'avoir été avec nous depuis le matin, tous les experts qui ont défilé ici sur les différents panels. Merci beaucoup et à vous tous qui avez participé. Nous ne considérons pas ça comme quelque chose de facile, vous avez accepté de donner tout votre temps pour apprendre et pour partager, notre souhait c'est que ces réseaux ici et ces conversations puissent se poursuivre. qu'elle puisse continuer afin que nous puissions contribuer d'une certaine manière à rendre notre pays en phase avec le développement ou bien les enjeux cruciaux du développement des technologies. »

QUELQUES STATISTIQUES

En termes de statistiques, **286 personnes** avaient exprimé leur intérêt à participer au forum par le biais du formulaire d'inscription publié sur notre site web, nos pages de réseaux sociaux et autres plateformes.

Donc 23,8% de femmes (une amélioration de 2% par rapport à l'année passée), soit 68 personnes et 76,2% d'hommes, soit 218 personnes.

Parmi ceux-ci, 256 personnes, soit 89,5% inscrites pour la participation en présentiel, et 30 personnes, soit 10,5% inscrites pour la participation en ligne.

Avec 530, soit 99,3% résident au pays et 2 personnes, soit 0,7% résidant hors de la RDC et, réparties dans les différentes provinces, dont :

- 236, représentant 82,5% dans la capitale Kinshasa,
- 15, représentant 5,2% au Nord-Kivu,
- 13, représentant 4,5% au Sud-Kivu,
- 4, représentant 1,4% au Kongo-Central,
- 4, représentant 1,4% au Haut-Katanga,
- 3, représentant 1,0% au Kasai-Oriental,
- les autres provinces avec moins de 1%.

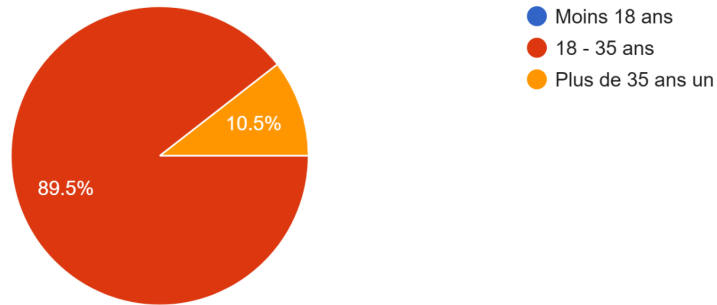
La répartition des parties prenantes étant de:

- 20 personnes, soit 7,0 % de la communauté technique;
- 21 personnes, soit 7,3 % du gouvernement;
- 42 personnes, soit 14,7 % de la société civile;
- 60 personnes, soit 21,0 % de la communauté académique;
- 78 personnes, soit 27,3 % du secteur privé;
- 65 personnes, soit 22,7 % dans la catégorie autre.

La participation effective était de plus de 100 participants et de plusieurs autres en ligne.

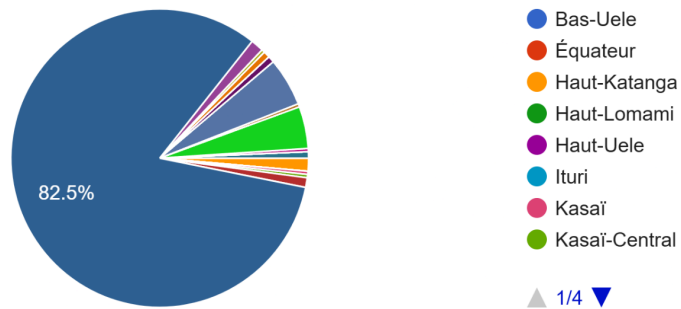
Tranche D'age

286 responses



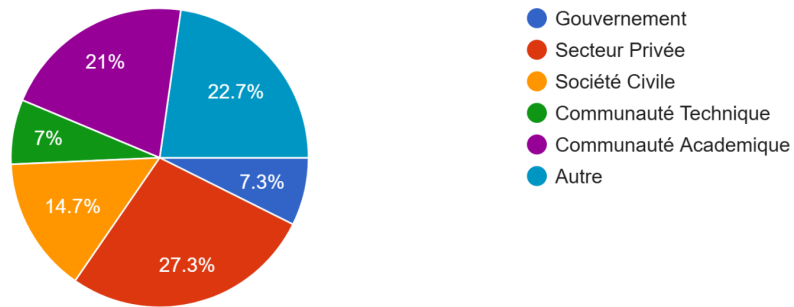
Province:

286 responses



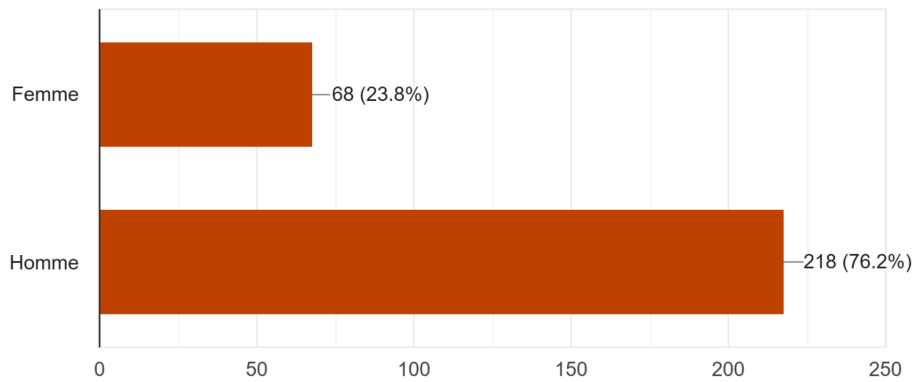
Partie Prenante

286 responses



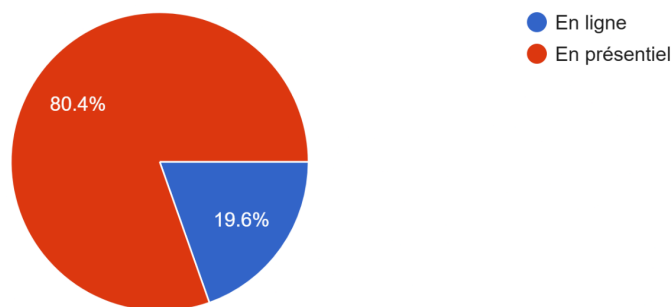
Genre

286 responses



Mode de Participation

286 responses



PARTENAIRES

1. Sous-commission Télécoms de l'Assemblée Nationale
2. UN Internet Governance Forum - UN IGF
3. Internet Society Foundation - ISOC Foundation
4. Youth Internet Gouvernance Forum DRC
5. Internet Society Chapitre RDC - ISOC RDC
6. Rudi International
7. Smart Services

MAG - FGI RDC

Ce groupe réunit des experts représentant les parties prenantes nécessaires pour l'organisation programmatique du FGI RDC. Le MAG RDC est chargé de définir le programme du FGI RDC.

Ce dernier est géré administrativement par [Rudi International](#). Il est constitué de:

- Mr. Arsène TUNGALI, société civile, Secrétaire Exécutif du FGI RDC.
- Mr. Athanase BAHIZIRE, communauté technique - Coordonnateur de l'Ecole CdSIG.
- Hon. Ir Ayobangira SAFARI NSHUTI, gouvernement (parlementaire).
- Mr. Cedric BOPE, communauté technique.
- Mr. Clavin MBEZI, secteur privé.
- Mme. Deborah BILAU, société civile.
- Mr. Maurice NTETEUBAKA, gouvernement.

RESSOURCES

Images du Forum:

- <https://www.flickr.com/photos/fgi-rdc/albums/72177720333390716/>

Agenda du Forum:

- https://fgi.cd/data_system/docs/Agenda_FGI_RDC_2026.pdf

Enregistrement:

- <https://www.youtube.com/live/4qFkdVykhIU?si=85C9LTEb4ZYvokZl>
- <https://web.facebook.com/share/v/1CVfgtFjBR/>
- <https://fgi.cd/fgi-2026/>